

N° 647

MARS 1968

LE NUMERO 2 F

# LA *Grande Relève*

**DES HOMMES PAR LA SCIENCE**

MENSUEL DU MOUVEMENT FRANÇAIS POUR L'ABONDANCE



**bombe "H"**

**ou ECONOMIE DISTRIBUTIVE de  
I'ABONDANCE !**

REDACTION - ADMINISTRATION : 10, rue de Lancry - Paris 10<sup>e</sup> Téléphone : 208-75-30

# Qu'explique la «GRANDE RELEVÉ» ?

Elle est l'organe du **Mouvement Français pour l'Abondance (M.F.A.)**, fondé en 1932 au moment de la grande crise mondiale des années 30. Les nations industrialisées comptaient alors, d'après les statistiques du Bureau International du Travail de Genève, plus de 33 millions de chômeurs secourus ; au même moment, les marchés, les magasins et les entrepôts regorgeaient de denrées alimentaires et de marchandises de tous genres qu'il était impossible de vendre avec bénéfice.

Pour donner du travail aux chômeurs, les Gouvernements passèrent de fortes commandes d'armements. En même temps ils achetèrent — aux frais des contribuables — les excédents agricoles pour arrêter la baisse des prix. Ils stockèrent ainsi, chaque année, d'énormes quantités de céréales, de lait, de beurre, de vin, de viande, de riz, de pommes de terre, etc. dont une partie était exportée à vil prix ou simplement détruite. Tous les prix ne cessèrent de monter ainsi que les impôts. La seconde guerre mondiale mit provisoirement fin à la crise des années 30 qu'il avait été impossible de résorber.

La « Grande Relève » dénonça cette lutte absurde contre une prétendue « surproduction », alors que l'abondance faisait sa première apparition dans le monde.

Pendant la guerre et l'occupation, la « Grande Relève » cessa de paraître : la pénurie avait mis fin à la mévente. Mais la « Grande Relève », dès la Libération, affirma que, malgré les ruines accumulées, l'Abondance tarderait bien peu à ressusciter.

En effet, on se plaint bientôt à la fois de la mévente et de récoltes « excédentaires ». Les Gouvernements « assainissent » à nouveau les marchés et stockent d'énormes quantités de denrées alimentaires. Les magasins regorgent de marchandises que les industriels fabriqueraient en plus grandes quantités si l'on pouvait les vendre. La production des armements est encore plus intensive qu'autrefois, mais ils sont plus meurtriers et toujours plus coûteux. Prix et impôts n'ont pas cessé d'augmenter aussi bien sous la Quatrième République que sous la Cinquième. Une troisième guerre mondiale, nucléaire cette fois, va-t-elle éclater ?

## La Grande Relève observe :

1°) Que l'abondance est l'heureuse conséquence des prodigieux progrès techniques du XX<sup>e</sup> siècle. Des machines puissantes, actionnées par des énergies prises dans la nature, remplacent toujours plus de travail humain. Il suffit de réfléchir une minute pour comprendre qu'il y a là une contradiction tragique, dès l'instant que le travail, avec le gain qu'il procure, est souvent le seul moyen d'obtenir les produits nécessaires à la vie ;

2°) Que grâce à ces progrès techniques, les hommes font la conquête des loisirs qui sont un grand bienfait de la civilisation ;

3°) Que si l'on détruisait les machines, comme quelques étourneaux le proposent encore, les neuf-dixièmes de la population seraient condamnés à mourir de faim et de froid ;

4°) Que la production des richesses tend à devenir toujours plus automatique : des produits s'accumulent en même temps

que les campagnes se désertent et que les usines se dépeuplent. Des travailleurs sont licenciés, d'autres ne travaillent que quelques jours par semaine ; beaucoup de jeunes gens ne trouvent pas d'embauche, et le travailleur qui, à 40 ans, perd son emploi, est dans la quasi-impossibilité d'en découvrir un autre : on le trouve trop vieux...

5°) Qu'en conséquence, le pouvoir d'achat de la grande majorité des consommateurs est en baisse, car, qui ne peut acheter ruine qui ne peut vendre. Le retard dans la construction des logements tient à l'impossibilité pour beaucoup de locataires de payer un loyer assez élevé pour que la construction soit « rentable », et de nombreux propriétaires n'ont même plus les moyens d'entretenir leurs immeubles dont beaucoup risquent de s'effondrer.

6°) Que promettre de créer les emplois dont les hommes ont besoin pour vivre, est une énorme absurdité. On n'a jamais créé que ceux que réclament la production et la distribution, et le progrès consiste à en supprimer le plus possible. L'Etat ne crée que ceux dont les services publics ont besoin, car les autres seraient des sinécures. Au reste, qu'est-ce qu'il importe à un pays de posséder : des produits ou des emplois ? Evidemment des produits : en conséquence ce n'est pas le plein emploi des hommes qu'il faut réaliser, c'est le plein emploi des machines.

7°) Que, pendant la guerre, on détruit à la fois les travailleurs et les produits : pour faire le mal, on n'a jamais ni trop de soldats, ni trop de bombes, et l'on ne manque jamais d'argent.

## La Grande Relève prouve :

1°) Que tant qu'on maintiendra le régime actuel des salaires-prix-profits, les désordres sociaux continueront de s'aggraver et l'on assistera au spectacle scandaleux de la misère dans l'abondance. On rêvera d'exporter les « excédents » de produits, sans réfléchir que les Américains, les Anglais, les Allemands, les Italiens, les Belges etc. rêvent aussi d'exporter les leurs : aurait-on déjà oublié le cri de Hitler : **Exporter ou mourir !**

2°) Que les prix et les impôts ne cesseront jamais de hausser, ni la monnaie de se déprécier.

3°) Que la confusion, le mécontentement, la décadence gagneront tous les milieux sociaux. Hantés par leurs difficultés matérielles dues le plus souvent au manque d'argent, beaucoup de Français ont peur de l'avenir. Or, ils n'ont jamais disposé d'autant de possibilités physiques pour assurer le bien-être et la sécurité dans tous les foyers !

# Bilan de nos efforts communs

par Jacques DUBOIN

— III —

Résumé du chapitre I : la première guerre mondiale (14-18) ruina la France dont dix de ses plus riches départements furent dévastés. Nos « experts » expliquèrent qu'un siècle serait nécessaire pour reconstruire nos régions libérées. Or, 10 années suffirent à tout remettre en état et déjà la grande crise mondiale des années 30 éclatait. Les « experts » prétendirent qu'il ne s'agissait que d'une surproduction « généralisée » (sic). Les gouvernements des III<sup>e</sup>, IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> Républiques « assainissent » depuis lors les marchés pour en retirer les « excédents » invendables. Une campagne de presse favorisa la création du M.F.A. qui dénonce inlassablement l'abominable combat livré à l'Abondance, alors que, même dans notre pays, la misère est loin d'être vaincue.

Le chapitre II reproche aux économistes « officiels » leur hostilité à l'égard de l'économie distributive de l'Abondance. Ils enseignent que notre libéralisme économique est éternel parce qu'il obéirait à des lois naturelles (sic). En conséquence ils ne protestent jamais contre l'assainissement des marchés, ni même contre la fabrication intensive des armements, laquelle atteint aujourd'hui 168 milliards (anc. fr.) par jour pour l'ensemble des nations dites civilisées. Mais c'est que cette fabrication, pièce maîtresse du « plein emploi » donc du libéralisme, distribue salaires et profits sans rien apporter à vendre sur les marchés déjà saturés.

Faisons maintenant le bilan de nos efforts communs : est-il positif ou négatif. Avant la deuxième guerre mondiale il eut été largement positif. Mais il est clair que 5 années d'occupation d'abord partielle puis totale, brisèrent l'élan du Mouvement Français pour l'Abondance. Son organe « La Grande Relève » se saborda, beaucoup de camarades se dispersèrent, nos sections s'évanouirent toute réunion étant sévèrement interdite. Après l'armistice, il fallut repartir à zéro, et, ne l'oubliez jamais : **l'Abondance avait disparu !** Ici une parenthèse. n'êtes vous pas stupéfait de la rapidité avec laquelle elle est revenue ? **Trois ou quatre ans à peine après une longue période de pénurie, voilà qu'on se plaint à nouveau de la surproduction !**

Quoi qu'il en soit le grain semé par le M.F.A. n'avait pas été complètement perdu. Une partie germa et nous aurions récolté une belle moisson si, comme on l'a rappelé dans le chapitre précé-

dent, les gouvernements des IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> Républiques n'avaient estimé dangereuse la propagande pour l'Abondance. Ne pouvant décemment la déclarer illicite, ils privèrent le M.F.A. des moyens modernes d'information, la radio et la télévision.

Ceci dit, avons nous lieu d'être satisfaits des résultats obtenus ? Pour le savoir, consultons nos camarades.

Les pessimistes répondent **non**. Pour eux, les Français sont en pleine décadence. Beaucoup sont en proie à la passion du jeu. Alors que la loterie était autrefois interdite, elle est aujourd'hui élevée à la dignité d'institution nationale. Ayant paru encore insuffisante, on la doubla du tiercé. Les casinos où l'on joue ne furent jamais plus prospères. Sans vergogne l'Etat alimente son budget des produits d'un vice ! La criminalité ne cesse d'augmenter de même que la délinquance juvénile ce qui est beaucoup plus grave. Certes un grand nombre de Français se préoccupent de l'instabilité de leurs moyens d'existence, mais sans jamais prendre la peine d'en démêler les raisons.

Sans nier ces constatations, les optimistes n'en tirent pas d'aussi sombres conclusions. Ils observent en effet qu'une grande préoccupation a surgi : celle des loisirs, c'est-à-dire du temps dont chacun peut disposer en dehors de ses occupations ordinaires. Ne parle-t-on pas constamment de la civilisation des loisirs ? On songe même à les organiser, et, avec beaucoup de suite dans les idées, leurs futurs organisateurs entendent que ces loisirs soient « rentables » pour eux ! Il va de soi que les loisirs entrevus sont ceux dont bénéficierait aujourd'hui les gens riches : belles croisières, séjours délicieux dans les plus agréables sites de la planète. Qui sait ! peut être bien la chasse à courre démocratique ? Quoi de plus réjouissant que la vue du cerf aux abois ? Epuisé, il se rend à la meute qui le harcèle, et donne enfin le spectacle de son agonie saluée par la sonnerie des cors !

Rares sont nos contemporains qui se doutent, que pour jouir de ses loisirs, il faudra d'abord apprendre à les cultiver, sans quoi autant la condamnation à l'ennui à perpétuité. Pourtant dans l'opinion générale le loisir de demain ne sera plus le loisir de notre chômeur. On sait qu'il consiste à user ses derniers souliers à courir lire à la porte des usines : « Pas d'embauche ». Demain, le loisir sera « payé ». On ne sait par qui ni comment. Les

moyens financiers tomberont peut-être du ciel ! Mais n'est-ce pas déjà soupçonner, vaguement j'en conviens, que quelque chose de nouveau se dessine à l'horizon : « Le revenu social » ? C'est donc bien la preuve que l'économie de l'Abondance a fait des progrès !

Sans doute, admettent honnêtement les pessimistes, mais c'est encore bien confus dans les cervelles moyennes. Croyez nous, la partie ne sera gagnée que le jour où l'économie de l'Abondance sera assez répandue dans le grand public pour figurer dans le dictionnaire. C'est absurde, mais ce qu'on ne trouve pas dans le dictionnaire est inexistant. Dans l'esprit de beaucoup de gens, c'est irréel, ou n'existe tout au moins que dans l'imagination.

Mais, répartissent les optimistes, l'économie de l'Abondance figure dans le **Dictionnaire des Sciences Economiques**. L'éminent économiste Alfred Sauvy en a même noirci deux pages aux fins de l'exorciser. En revanche, dans le même dictionnaire (page 1077) le professeur M. Cénède, réhabilite l'économie de l'Abondance à l'article « **Surproduction** ». Je cite textuellement : « **En même temps qu'on constatit l'existence des « surplus » (excédents des produits invendus) on devait convenir que les besoins n'étaient pas satisfaits dans la mesure où ils n'étaient pas « solvables », qu'il existait une demande potentielle non effective en période de « surproduction », et que la demande effective pouvait fort bien se trouver réduite par la « surproduction » même : c'est là le phénomène de la misère dans l'Abondance, de la misère par l'Abondance.** »

La misère par l'Abondance ! Vous rappelez vous (chapitre II) les ricanements du professeur Murat, de la Faculté de Droit de Lyon, qui écrit que « **l'abondance est un des exemples les plus purs de l'aberration et de la décadence des esprits dans l'entre-deux guerres. C'est une des plus parfaites poudres de perlinpinpin qui aient ébloui et achevé d'abrutir un peuple qui n'en avait pas besoin (sic).** On trouve cet aimable couplet page 118 du livre **Renaitre**, publié avec la collaboration de M. François Perroux. Et M. A. Murat s'intitule, lui-même et très modestement, « docteur » des sciences économiques, alors qu'il n'est guère qu'un économiste sous-développé. Les optimistes ajoutent que l'Economie distributive de l'Abondance est exposée dans le Précis de la classe de Philosophie de MM. Denis Huisman et André Vergès où on lit que « **les directives générales de la doctrine sont fort intéressantes, et l'analyse du libéralisme économique paraît remarquablement lucide et fondée sur une documentation très approfondie.** »

De cela les pessimistes conviennent en regrettant que le Dictionnaire des Sciences Economiques

ne soit consulté que par les spécialistes, et que les élèves de philo ne représentent qu'une minorité infinitésimale de la population française.

\*

\*\*

En ce qui concerne les dictionnaires usuels, il faut dissiper une équivoque. Tout le monde sait que le nombre des mots d'une langue n'est pas immuable. De vieux mots tombent en désuétude des mots nouveaux font leur apparition. Ceux-ci sont spontanément créés par le grand public par la seule raison qu'ils lui sont devenus indispensables. Mais comment un mot nouveau fait-il son entrée dans les dictionnaires ? C'est l'Académie française qui en décide. Elle a conquis tacitement ce privilège en créant son propre dictionnaire vers la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Plus tard elle devait en donner un petit nombre d'éditions. C'est ainsi que la vieille dame du quai Conti décide si tel mot est français, car, dès qu'elle l'introduit dans son dictionnaire, il entre ipso facto dans tous les autres. Il ne faut pas croire que cela alla tout seul ; les « puristes » de l'époque ayant considéré les nouveaux mots comme d'indésirables intrus. Ils les réunirent même en un petit livre qu'ils baptisèrent « Dictionnaire des Halles » en signe de protestation.

Le dictionnaire usuel est donc le recueil des mots d'une langue à l'exception des termes supratchniques qui font l'objet de dictionnaires spéciaux. Il range le plus souvent les mots par ordre alphabétique faisant suivre chacun de son orthographe, de sa prononciation, de son origine et de sa signification. Mais de plus, il donne encore les différents sens du mot, beaucoup en ayant plusieurs.

Prenons pour exemple le mot **Abondance**. Il nous apprend qu'il vient du latin *abundantia* (*ab undare*, couler à flot) et qu'il signifie : possession de tout ce dont on a besoin ; que l'abondance diffère de la richesse en ce que celle-ci emporte l'idée de luxe, de surflu, tandis que l'abondance se rapporte plutôt à l'utile, au nécessaire ; elle est une source de bonheur ; on dit que l'abondance règne là où les subsistances affluent.

Ce n'est pas tout : abondance a encore un autre sens : on dit ainsi qu'on parle d'abondance quand on parle facilement, correctement, sans sècheresse ni stérilité. « Parler d'abondance » est donc une acception nouvelle du mot **Abondance**. Comment a-t-elle pénétré dans le dictionnaire ? Cette fois ce n'est pas le dictionnaire de l'Académie française qui en a pris l'initiative, sa nouvelle édition étant constamment en chantier.

Un exemple : l'abondance a donné récemment naissance à une théorie que des gens de bonne volonté s'efforcent de répandre. Iront-ils solliciter son admission des rédacteurs du dictionnaire ?

Impossible, on ne les connaît pas, ils gardent l'anonymat. S'adresseront-ils au directeur de l'entreprise qui édite le dictionnaire ? Ils seraient curieusement reçus !

A la vérité, le nouveau sens d'un mot doit s'imposer. Il faut qu'on en parle couramment, qu'on le lise dans la presse, dans les livres. Bref qu'il appartienne déjà au domaine public. C'est pourquoi je fus agréablement surpris à la nouvelle que la théorie de l'Abondance figurait dans le nouveau petit Larousse illustré. Et un peu inquiet, je l'avoue, sur la définition qu'il en donnait. La voici : **Théorie qui considère que les moyens techniques modernes permettent de produire une quantité de biens très supérieure aux moyens d'achat du consommateur et estime que, dans ces conditions, les problèmes économiques se résument en la mise en place de procédés de distribution tenant compte des besoins de chacun.** » Pouviez vous imaginer une définition aussi concise, complète et claire ? Pour ma part elle est supérieure à toutes celles qui me sont venues à l'esprit.

Mais nos pessimistes ne se déclareront peut-être pas encore satisfaits, car ils prétendent que nous ne sortirions pas vainqueurs d'un sondage d'opinion ! Tout le monde ne sait donc pas que le sondage d'opinion est la forme la plus perfectionnée du mensonge politique ?

Et pourtant il peut arriver que, malgré toutes les précautions prises dans le choix des questions posées, les réponses de l'opinion soient diamétralement opposées au désir des organisateurs du sondage. C'est justement ce qui s'est produit lors d'un des derniers concernant l'an 2000. Il s'agissait de savoir comment les « sondés » l'entrevoient dans leur petite jugeotte. L'une des questions était celle-ci : le chômage aura-t-il disparu ? **Non**, ont répondu 72 % des personnes interrogées. Or, si le chômage n'a pas disparu en l'an 2000, c'est que le plein-emploi dont on nous rebat les oreilles n'est qu'une « fumisterie » pour employer le langage châtié de M. Georges Pompidou.

Au reste notre Premier ministre est-il bien convaincu que rien ne doit changer dans notre système économique et social ? A plusieurs reprises il a fait allusion à certaines « mutations » en cours, en précisant même certain jour qu'elles étaient indispensables. Or qu'est-ce qu'une « mutation » ? C'est un des mots de notre langue ayant plusieurs sens que donne le dictionnaire. Celui qui correspond à la pensée de M. Georges Pompidou ne peut être que celui-ci : « **modification brusque et héréditaire apparaissant chez les êtres vivants et qui est à l'origine d'une nouvelle race.** »

Or les hommes sont des êtres vivants dont l'économie de l'Abondance changera infailliblement le comportement. N'ayant plus à gagner

leur vie, ils cesseront d'être des concurrents pour devenir d'excellents copains...

Un homme politique s'est exprimé beaucoup plus nettement que notre Premier ministre, c'est M. André Malraux. Rappelons que dans une séance de l'Assemblée nationale (9 novembre dernier) il a déclaré : « **Notre civilisation implique la rupture avec le passé la plus brutale que le monde ait jamais connue. Il y a déjà eu de grandes ruptures et en particulier la chute de Rome. Mais jamais elles ne se sont produites en une seule génération... Nous sommes, nous, la génération qui aura vu le monde se transformer au cours d'une vie humaine.** »

Au cours d'une vie humaine ! Comme on estime en général sa durée à 30 années, reste à savoir à quel moment la rupture a commencé : est-ce à partir du jour où le M.F.A. l'a signalée, ou du jour où M. André Malraux s'en est rendu compte ? Qu'importe, car la suite du discours mérite d'être souligné : « **Pour la première fois, nous assistons à un développement autonome de la machine. Il repose sur un fait très simple : la machine et ses dépendances sont d'une telle importance que statistiquement tout ce qui est argent se dirige inévitablement vers elle. Lorsqu'une grande entreprise réalise des bénéfices énormes, que peut-elle en faire ? Quel qu'il soit le luxe déployé est sans commune mesure avec la grandeur des bénéfices des entreprises modernes : on n'achète pas des châteaux tous les matins. En conséquence, ou bien l'entreprise se développe, c'est-à-dire que la maison Peugeot, par exemple, qui a réussi dans le cycle, fait de l'automobile et que, si elle réussit dans l'automobile, elle fera de l'avion ; ou alors ces bénéfices vont à la banque, laquelle banque investit dans les machines l'argent dont elle dispose.** »

« **C'est pourquoi nous voyons le machinisme prendre cette puissance extraordinaire et les investissements atteindre des proportions colossales et se diriger exclusivement vers les industries de pointe, contraignant tous les pays à se soumettre à la loi de la civilisation machiniste.** »

« **Or, pour la première fois, cette civilisation ne sait pas quelle est sa raison d'être. Celles qui nous ont précédées savaient ce qu'elles étaient, et le savaient si bien — je l'ai déjà dit — qu'une conversation entre un pharaon et Napoléon était parfaitement concevable ; c'était le temps des grandes civilisations agraires. Mais déjà une conversation entre Napoléon et un chef d'Etat moderne ne serait plus possible parce que les données ont complètement changé.** »

Qu'une conversation entre Napoléon et un chef d'Etat moderne ne soit pas possible, c'est l'évidence même, mais que les chefs d'Etat modernes

ne s'accordent que pour préparer la guerre est vraiment affligeant.

Comment les députés accueillèrent-ils le discours de M. Malraux ? Ne venait-il pas de donner le sens exact de la « mutation » annoncée par son chef de file ? Quelques membres de la majorité manifestèrent leur satisfaction comme si, grâce à eux, la « mutation » était déjà réalisée. Consistait-elle donc à « muter » l'U.N.R. pour en faire l'U.D. V<sup>e</sup> ?

\*  
\*\*

Quoi qu'il en soit et tout compte fait, les « abondancistes » n'ont pas lieu d'être mécontents. Aujourd'hui les faits se précipitent dans la voie qu'ils avaient prévue. Le chômage augmente en France, en Angleterre, en Allemagne fédérale, en Italie... même en Espagne !

En vue de l'ouverture prochaine du Marché commun de nouvelles concentrations d'entreprises provoqueront de nouveaux licenciements, et lorsque le Marché commun s'ouvrira en juillet, que de grosses surprises !

Est-ce tout ? Non, on découvre enfin que les jeunes n'ont plus d'avenir, à l'exception du petit nombre dont le bagage scientifique sera très lourd. Que fera-t-on des autres ?

Et les mythes se volatilisent, le défi américain de J.-J. Servan-Schreiber n'est plus à relever, les Américains étant condamnés à l'austérité. Et le dollar se trouve mal... Et le nazisme reparait en Bavière...

Enfin les techniques de la production progressent à une allure ahurissante !

L'Abondance est en marche, seule une guerre nucléaire pourrait l'arrêter !

(Fin)

# A l'ouest du nouveau ?

par **Pierre MONTREUX**

Les Etats-Unis sont engagés dans une guerre interminable et meurtrière au Vietnam et ne semblent pas vouloir tenir compte de la malheureuse campagne de la France, qui a pris fin après le désastre de Dien-Bien Phu.

Il est bien certain que les Etats-Unis disposent de puissants moyens pour mener une guerre, à la condition que celle-ci ait lieu en rase campagne. Ses adversaires le savent et ne tentent pas de livrer une bataille rangée ; ils se contentent de coups de main, d'embuscades ; finalement, ils ont déclenché une bataille de rues dans les principales villes du Sud-Vietnam, mettant l'armée américaine en mauvaise posture. Celle-ci semble avoir perdu l'initiative et sur bien des points, elle doit se contenter de résister avec plus ou moins de succès.

Dans le monde entier, des voix s'élèvent pour demander la fin de cette guerre, dont l'objet reste obscur pour beaucoup d'honnêtes gens. Le président Johnson déclare à chaque instant qu'il désire la paix — mais — avant d'entamer des négociations, exige de l'adversaire une attitude de soumission qui, jusqu'à présent, n'a pas été prise en considération par Hanoi.

On ne voit pas ce que pourrait donner l'écrasement du Vietcong et du Nord-Vietnam. On nous dit que c'est une condition nécessaire pour empêcher l'expansion du communisme dans cette région. Nous ne voyons pas non plus comment les Etats-Unis seront capables de freiner Mao Tsé Toung, pas plus qu'ils n'ont pu empêcher l'U.R.S.S. de continuer l'équipe-

ment d'un territoire immense en dehors des méthodes capitalistes.

Alors, ne vaudrait-il pas mieux arrêter cette guerre ignoble, où le plus puissant des adversaires tente d'abattre la résistance d'un petit peuple par des méthodes qui ressemblent étrangement à la dératification ?

Il vient de paraître, aux Etats-Unis, un livre de Robert Sherril, sous le titre : « Le Président provisoire ». Sherril est un journaliste qui, après avoir assuré la rédaction régionale de la revue « Time », au Texas, est devenu correspondant de nombreux journaux. Il a suivi de près la vie politique aux Etats-Unis et notamment la vie et l'action du Président Johnson, qu'il considère comme un homme particulièrement rusé et astucieux, et qui a peut-être été élu président en 1964 à la suite d'une négligence !

Il estime — et avec lui, de nombreux Américains — qu'il est avant tout un opportuniste, ayant plus d'ambition que de sens politique.

Un autre journaliste, Stan Cohen, a écrit dans le journal « The East Village Other », que Johnson est probablement un cas exceptionnel dans l'histoire de la présidence des U.S.A. On ne peut ajouter-t-il, imaginer quelque chose d'assez bas qu'il ne soit capable d'accomplir, ni paroles aussi fausses qu'il ne soit capable de prononcer. C'est une orgie croissante d'hypocrisies et de mesquineries qu'il a pu imaginer pour concentrer en sa personne, les pires éléments que l'on puisse rencontrer. Il est capable d'éprouver de

la colère, mais non de la passion ; il est dévot, sans être vraiment religieux ; rude, sans être courageux ; sincère, sans honnêteté et vaniteux, mais sans orgueil.

De son côté, le journal « The Christian Century » déclare que Johnson est moins franc que Roosevelt et moins honnête que Kennedy... cet homme qui fait preuve de manies épouvantables et étale une tristesse pathétique peut, en une seule phrase, pulvériser sauvagement quiconque et envoyer, en un moment de crise, de jeunes Américains à la mort au Vietnam... jamais un président n'a tenté avec autant de désinvolture de se montrer sous un jour favorable avant les élections, pour être élu, mais aucun président, en même temps, n'a montré en public un tel manque de respect et provoqué une telle antipathie...

Et cela continue sur ce ton pendant des pages entières.

Un chapitre concerne le pétrole, dont le Texas est l'un des grands producteurs. L'auteur signale que Thomas Buchanan, dans son livre : « Qui a tué Kennedy ? » attribue la responsabilité de l'assassinat aux multimillionnaires du pétrole, mécontents de la politique fiscale de Kennedy. Un programme radiophonique intitulé « Style de vie », patronné par les compagnies pétrolières et d'autres industries, transmis par 331 postes d'émission, accusait l'administration tyrannique de Kennedy de suivre une ligne de conduite imposée par Moscou. Le matin même de l'assassinat, l'émission avertissait les auditeurs que si Kennedy réussissait à communiser le pays, on ne leur permettrait plus la possession d'armes à feu afin que les Américains ne puissent combattre leurs oppresseurs.

Cette campagne a été menée par H. L. Hunt, un banquier, le plus puissant propagandiste de l'extrême-droite, avec l'aide d'un nommé Booth Mooney, qui fut collaborateur de Johnson pendant une demi-douzaine d'années !

Les compagnies pétrolières ont toujours appuyé Johnson, mais en revanche elles ont réussi à obtenir une nouvelle réglementation qui les avantageait exclusivement, surtout les plus importantes. Johnson, appuyé par le sénateur Kerr, propriétaire de la Kerr-McGee Oil Company, aurait favorisé le vote d'un nouveau programme d'importation de pétrole qui a permis une réduction de 1,25 à 1,5 dollar par bidon. Le chiffre des importations a atteint 2,5 millions de bidons **par jour**, soit un bénéfice supplémentaire annuel de 900 millions de dollars — 450 milliards d'anciens francs — le prix de vente aux usagers n'ayant pas été baissé.

En ce qui concerne les dépenses militaires, les généraux du Pentagone avaient comme devise : « Crédits et bombardements », et, en 1966, ils avaient à leur disposition 100 millions de dollars, c'est-à-dire le double de ce que le Congrès avait admis pour les dépenses civiles au cours du même exercice.

Déjà, en 1965, au cours d'une conférence de presse Johnson déclarait qu'il n'avait pas besoin de l'autorisation du Congrès pour employer l'armée américaine où et comment il le désirait.

En 1958, en raison du chômage, Johnson a proposé d'accélérer la production d'armements. Celle-ci devait être favorisée dans les zones où existait un chômage substantiel, et il n'était pas question de la limiter aux besoins réels de l'armée !

Il a également appuyé certaines entreprises participant aux travaux de la NASA — construction de bases de lancement des fusées spatiales. L'une d'elles, la société Brown et Root, en raison de l'amitié ancienne entre Brown et Johnson, a obtenu le contrat de construction de la base spatiale de Houston (Texas), alors qu'il eut été logique de la construire en Floride où se trouvent les autres installations.

Mais il fut bientôt question de convertir le Vietnam en « une plateforme de sable calciné, lisse comme la paume de la main ». Un consortium composé de quatre sociétés : la Raymond International of New York, Morris-Knudsen de Boise (Idaho), J. A. Jones, de Charlotte (N.C.) et Brown et Root, a obtenu un contrat de 900 millions de dollars à cet effet, pour des travaux à exécuter au Vietnam. Le dixième des travailleurs employés sur place — soit 4.500 — aurait appartenu au Vietcong ! Le Département d'Etat ne l'a pas démenti. Pour les bénéficiaires du contrat, cela n'avait aucune importance, les bénéfices étant aussi profitables avec le Vietcong qu'avec les autres travailleurs. Certains membres du Congrès ont estimé que le consortium avait perdu ou gaspillé — les Vietnamiens ayant dérobé une grande quantité de matériel — 125 millions de dollars.

Les compagnies de produits chimiques — nombreuses dans le voisinage de Houston — ont vendu jusqu'au milieu de 1966, pour plus de 10 millions de dollars de produits destinés à la défoliation des arbres au Vietnam — 85 % des arbres à caoutchouc ont été ainsi iravagés.

C'est sans doute ce qui permet au président Johnson de dire que les affaires n'ont jamais été aussi prospères !

Nous arrêtons les citations, car il est impossible de résumer un ouvrage aussi important et nous renvoyons les lecteurs au livre de R. Sherril, devenu un best seller aux Etats-Unis.

Nous laissons naturellement la responsabilité de telles déclarations à l'auteur du livre, mais nous pouvons tout de même nous demander quels sont les buts de guerre des U.S.A. : Ecraser l'adversaire, ou plus simplement assurer des commandes substantielles à l'industrie de guerre, dans le but de prolonger l'existence du régime capitaliste ?

Nous aurons peut-être la réponse à cette question dans un avenir prochain.

# Le joyeux cow-boy de la télévision

par **M. PHELIPPOT**

L'O.R.T.F. dans son émission du 9 janvier, intitulée Camera III, nous a présenté un nouveau grand magasin **Carrefour** qui venait de s'ouvrir à Chartres. Les auditeurs ont pu ainsi assister à son inauguration, mais ce n'était pas de la publicité. On vit et entendit les petits commerçants de la ville faire part de leurs doléances. Ils expliquèrent tout simplement qu'ils étaient condamnés à fermer leurs portes. Certes ils tiendraient le plus longtemps possible, mais la lutte n'était pas égale. A brève échéance, on assisterait à des licenciements et à des faillites. Il n'y a pas lieu de s'en étonner dans une économie de marché comme la nôtre, où la concurrence élimine les faibles au bénéfice des forts.

Tout ceci fut rappelé au cours de l'émission lorsqu'un certain bonhomme, à l'allure avantageuse, prit la parole, et se présenta comme un moderne cow-boy. Il fit entendre quelques vérités premières, à savoir qu'une production de masse exigeait une production de masse. Alors, magnifique toupet, il affirma que la concentration des entreprises favorisait cette consommation de masse : il suffisait de s'adapter (sic) ! Tout compte fait, ajouta-t-il avec un énergique mouvement de menton, tout le monde se réjouirait, à Chartres de ces magnifiques nouveaux magasins, car les prix baisseraient : il vaut mieux se contenter d'un bénéfice de 2 % et patati et patata. N'est-ce pas se moquer du public ? Certes tout le monde en bénéficierait si nous étions en Economie Distributive, mais notre économie actuelle étant encore celle des salai-

res-prix-profits tout le monde ne jouit pas d'un revenu social qui augmente en même temps que la production : nous sommes encore dans un économie de marché où s'il y a des gagnants, c'est parce qu'il y a des perdants.

Notre cow-boy ignore-t-il que si le grand magasin baisse ses prix, c'est uniquement pour que disparaissent ses petits concurrents ? Une fois disparus, on peut être sûr qu'il relèvera ses prix dans toute la mesure du possible : c'est la règle du jeu capitaliste.

C'est la procédure classique. Que notre cow-boy ultra-moderne aille construire une fabrique de ciment dans quelque coin de France. Dès qu'elle commencera à tourner, le trust des cimentiers de France inondera ce coin de France de son ciment. Il le vendra à si bas prix que la nouvelle fabrique fermera nécessairement ses portes. A ce moment là le trust des cimentiers relèvera le prix de son ciment... et achètera la fabrique fermée pour une bouchée de pain.

Mais entre l'économie de marché et l'Economie Distributive de demain, notre cow-boy de l'O.R.T.F. ne fait aucune différence.

Pour bien montrer sa crasse ignorance, et, tout compte fait, il a déclaré qu'il était enchanté de voir sa petite fille « jeter son peigne sale » plutôt que de le nettoyer ». Il paraît que c'est très élégant et probablement cela crée des emplois nouveaux. Cet oilbrius est partisan du gaspillage. L'O.R.T.F. doit l'être aussi quand elle fait entendre son cow-boy.

## NECROLOGIE

Nous avons le regret d'annoncer la mort d'un de nos plus anciens et plus dévoués camarades :

**Charles Bader** s'est éteint à Marseille le 17 février dernier, à l'âge de 68 ans.

Nous présentons à sa famille nos condoléances bien sincères.

## LA VIE DES SECTIONS

**Section de Nice.** — En raison des fêtes de Pâques, la prochaine conférence publique et contradictoire est fixée au dimanche 7 avril.

A Paris et à Saint-Gratien (près Montmorency) le M.F.A. a tenu deux réunions, la première au siège, la seconde dans une salle que le maître de Saint-Gratien avait bien voulu mettre à notre disposition. Elles se sont déroulées sans incident.

## COMITE DIRECTEUR DU M.F.A.

En raison de l'absence de plusieurs membres du Comité directeur, la prochaine séance a été fixée au samedi 11 mai, 17 heures.

## UNE BONNE IDEE

Notre camarade Steydlé reçoit, comme tout le monde, un grand nombre de circulaires l'invitant à acheter des articles de tous genres. Il les réexpédie d'où ils viennent avec la petite note que voici :

J'ai un besoin impérieux des produits que vous me proposez.

Malheureusement, la diminution constante de mon **POUVOIR D'ACHAT** ne me permet pas de les acquérir.

J'ai donc le regret de vous informer qu'il ne m'est pas possible de répondre favorablement à votre offre commerciale.

Or, celui qui ne peut **ACHERER** ruine celui qui voudrait **VENDRE**.

Alertez les **POUVOIRS PUBLICS** ! Merci.



## Pour que vive la Grande Relève

« Tous d'accord, les partis attaquent l'homme libre, qui se peut reconnaître à ces attaques-là ».

H. de MONTHERLANT (Carnets).

Hommes libres ! Unis, aidez le M.F.A.  
Soutenez son journal afin qu'il puisse vivre  
Et, tout seul, contre tous, menant le bon combat,  
Proclamer haut et clair ce qu'on ne nous dit pas !  
F.C.

Mme Arnaune - Paris-15° : 20 ; Wilhem - Danmartin : 5 ; Vernière Jean Mary - Bagnaux : 10 ; Compagnons de l'Abondance : 1.000 ; Rémy Chédemail - Nantes : 10 ; Jean Penaneac'h - Rézé : 10 ; Robert Choffat - Marseille : 10 ; Victor Seigneurye - Nogent s/Marne : 5 ; Jean Drouchon - Paris-17° : 5 ; Pierre Buguet - Paris-18° : 10 ; André Allodi - Avon : 15 ; Buffard-Morel - St-Lupicien : 5 ; Mario Calligo - Vallauris : 15 ; Samama - Aubervilliers : 5 ; Justin Jeannot - Chambéry : 5 ; Henry Guiraud - Vernoux : 12,50 ; Somers - Vincennes : 25 ; Emile Levallois - La Ferté Bernard : 35 ; Pierre Pruvost - Paris-16° : 25 ; Maurice Bauchet - Vatan : 10 ; René Béné - Paris-9° : 15 ; André Valade - Suresnes : 100 ; Pilard - St-Gratien : 145 ; Collecte Assemblée Générale : 197 ; Blanchet - Paris-4° : 5 ; Lorient - Amboise : 5 ; Mme Buguet - Paris-18° : 10 ; Rodier -

Villeneuve-St-Georges : 10 ; André Valade - Suresnes : 25 ; Yves Le Page - Quimper : 5 ; Mme Vve Petit - St-Mammès : 15 ; Maurice Fournioux - Vitry : 15 ; Mme Joncour - Paris-17° : 10 ; Marcel Potiron - La Baule : 25 ; Paul Boulengier - Houilles : 5 ; Burllet - Grenoble : 25 ; Henri Lafaille - Mérignac : 5 ; Samama - Aubervilliers : 5 ; Raymond Arnoux - Les Chatelets : 15 ; Pierre Buguet - Paris-18° : 20 ; Kuehn - Cambo les Bains : 15 ; Daniel Baudry - Calais : 5 ; Léopold Lemaire - Lieusaint : 5 ; Fedrnan Goirand - Lunel : 5 ; Cadiou - Nantes : 10 ; Jean Goujard - St-Jean-de-Boisseau : 5 ; Mme Laroche-Joubert - Grenoble : 5 ; Mme Fourets - Issy les Moulineaux : 25 ; Fernand Cibot - Paris-11° : 5 ; Sabourin - Argenteuil : 5 ; Melle Aimée Pineau - Marseille : 25 ; Daniel Geoffroy - Paris-6° : 25 ; André Choisel - Abrest : 10 ; Pierre Louis - Epinal : 10 ; Henri Bevancon - Marseille : 5 ; Alfred Guillope - Noyal-s/vilaine : 5 ; René Villegier - Cameroun : 10 ; Borgne - Paris-10° : 25 ; Georges Ochsenheim - Herblay : 10 ; Eugène Lansardière - Villemomble : 25 ; René Louis - Wiesbaden, Allemagne Fédérale : 22 ; Félix Pigaglio - Brunoy : 5 ; Chazal - Paris-20° : 5 ; Germain Lheureux - Montreuil : 28 ; Mme Berger - Etampes : 26 ; Marcel Demesy - Nice : 75 ; Paul Benoist - Paris-13° : 5 ; Daniel Mathieu - Montmorency : 80 ; Raoul Duboc - Fourqueux : 5.

(Liste du 12-7-67 au 4-12-67)

Merci à tous !

## Au palmarès de la démenche

par Marcel DIEUDONNE

Ci-dessous quelques extraits de deux articles parus côte à côte dans la « DEPECHE du Midi » du 24 janvier dernier :

1° - Les « six » et le problème du lait

Afin de remédier à la surproduction laitière qui pose un problème à la communauté européenne, M. Sicco Mansholt, vice-président de la commission exécutive, a proposé hier deux mesures importantes :

— Les exploitants agricoles possédant moins de cinq vaches devront renoncer entièrement à la production laitière.

— Le prix du lait sera bloqué à son niveau actuel.

D'autres suggestions ont été faites par la commission : le paiement d'une prime à l'abattage de jeunes animaux (...)

Ces mesures visent à réduire la production de beurre (...)

M. Mansholt a souligné que les stocks de beurre s'élèveraient à 140.000 tonnes en avril prochain et qu'en 1969, si l'on n'y portait pas remède, les produits laitiers coûteraient au Fond agricole du Marché commun 800 millions de dollars (...)

Il convient, dit-il, de rétablir un équilibre entre l'offre et la demande.

2° - Les vieilles pierres

Le Centre de défense des intérêts des personnes âgées nous fait parvenir une lettre adressée à nos dirigeants et parlementaires. En voici quelques extraits :

(...) Nous sommes les ouvriers qui bâtirent jadis la société actuelle (...) Que l'on restaure les vieux édifices, d'accord, mais peut-on refuser en même temps le droit de vivre décentement à ceux qui les construisirent ? (...)

Les vieux ont peiné, épargné. Qu'ont-ils reçu en échange ? Leurs économies ont fondu comme cire au brasier des dévaluations, et la société pour laquelle ils ont, durant toute leur vie, travaillé, leur accorde à peine de quoi ne pas mourir de faim (...)

Monsieur Mansholt, ne mentiriez-vous pas sciemment quand vous appelez « excédents » le beurre que consommeraient avec la plus vive satisfaction les personnes âgées — si elles disposaient d'un revenu suffisant pour se le procurer ?

Votre langage serait certainement différent si vous ne disposiez que d'une indemnité de vieillard de six francs et quelques centimes par jour pour vous nourrir, vous vêtir, vous loger, vous chauffer, vous éclairer et vous distraire !...

Les dizaines de millions d'Européens âgés ou économiquement faibles sont des êtres humains qui ont les mêmes besoins physiologiques que vous-même. Vous pouvez satisfaire les vôtres, grâce à l'argent que vous procurez les contribuables européens, mais les premiers n'en ont pas assez pour satisfaire les leurs. Il convient donc de rétablir un équilibre entre l'offre et la demande en leur fournissant les moyens pécuniaires nécessaires pour augmenter la demande.

Ce n'est pas l'avis que vous avez formulé, Monsieur l'expert économique, bien repu et à l'abri du besoin ; vous voulez rétablir cet équilibre en diminuant l'offre, malgré les énormes besoins insatisfaits. Vous affamez les pauvres qui ont besoin d'une aide en ne leur permettant pas de consommer ce que vous appelez, par euphémisme, les « excédents ». Vous êtes sans doute indifférent à la détresse de vos contemporains les plus défavorisés, puisque vous ne tenez pas plus compte d'eux que s'ils n'existaient pas. Vous oubliez que les personnes âgées ont, par leur travail effectif, nourri, vêtu, logé, chauffé, éclairé et distrait tous les bavards prétentieux dont la nullité, qui fait peine à voir, est telle qu'ils ne sont même pas capables de répartir les « excédents », dont ils ne savent plus que faire, entre ceux qui en ont le plus urgent besoin.

Pour diminuer l'offre et sauvegarder le profit, Monsieur l'affameur, vos congénères, Messieurs Sauvvy, Fourastie, Rueff, Pisani, Jeanneney, Debré, Drancourt, Sédillot, etc. ont fait payer aux contribuables des dizaines de milliards d'anciens francs afin de retirer du marché cent millions de kilos de beurre (ce qui représente 16 plaquettes de 125 grammes pour chacun des 50 millions de Français !...) De sorte que les contribuables paient le beurre qu'ils ne consomment pas, afin que celui qu'ils consomment leur soit vendu à un prix élevé et « rentable », dans un marché « assaini » par ces démentiels organisateurs de la rareté.

Peut-être pensez-vous, Monsieur Mansholt, que tous ces diplômés ès sciences économiques ont perdu la raison, puisque vous ne voulez pas les imiter en faisant payer aux consommateurs européens 800 millions de dollars pour soutenir le cours des produits laitiers en 1969. Mais vous voulez quand même sauvegarder les profits et cette détermination vous fait perdre également la raison, car il faut l'avoir perdue pour raréfier la production de lait, de beurre, de fromage — au milieu d'une Europe où tant de personnes sont privées du nécessaire et dans un monde où les 2/3 de l'humanité meurent littéralement de faim !...

Mes sieurs les économistes affameurs, vos méthodes barbares vous donnent mauvaise conscience,

vous n'êtes pas fiers de votre inhumaine gestion des affaires économiques ; et si vous qualifiez « d'excédentaires » des aliments indispensables aux hommes, c'est pour tenter de justifier l'imbécile raréfaction de ces aliments, délibérément et systématiquement organisée par vous.

Si vous manquez de cœur, hélas ! ce n'est pas non plus l'intelligence et l'imagination qui vous étouffent !... En effet, l'interdiction faite aux petits exploitants de produire du lait les inciterait à se grouper et à créer des coopératives de production, ce qui aurait pour effet d'augmenter la production laitière au lieu de la diminuer !...

Quant au blocage des prix du lait à son niveau actuel, dans une conjoncture de hausse permanente des prix — traditionnelle et inévitable dans notre économie du profit — c'est une plaisanterie de mauvais goût qui conduirait fatalement les exploitants agricoles à l'émeute et à la révolte... à défaut de pouvoir produire plus pour conserver leur niveau de vie !...

Ainsi, vos inutiles efforts pour juguler l'abondance portent préjudice à tous, aussi bien aux personnes âgées qu'aux exploitants agricoles, tant aux consommateurs qu'aux producteurs !...

Messieurs les professeurs d'économie politique, une expérience de près de 40 ans montre que l'abondance renaît toujours de ses cendres, plus éclatante que jamais. Votre entêtement à la combattre, au lieu d'en faire bénéficier vos contemporains comme vous en bénéficiez vous-même, fait de vous des pitres inhumains et sinistres. Mais en dépit de tous vos forfaits, l'abondance continue à se manifester et à se développer, offrant aux hommes la possibilité toujours plus grande de les enrichir tous — tout en supprimant, il faut en prendre son parti, des occasions de réaliser un profit.

Ne serait-il donc pas plus sage de remplacer ce profit, inexorablement condamné, par un revenu social qui permettrait à tous de consommer l'abondante production moderne, au lieu de la combattre sans trêve ni répit ?

Dans l'affirmative, il conviendrait de ne plus nous laisser appauvrir et manœuvrer par des égoïstes qui infligent contre toute raison à leurs contemporains des conditions qu'ils ne voudraient pas pour eux-mêmes, ni peut-être même pour leurs chiens ! Par des déments qui luttent contre l'abondance de lait, de beurre, de fromage, de céréales, de légumes, de viande, de fruits, etc. au milieu de la multitude des humains sous-alimentés ou affamés ! Par des faibles d'esprit incapables de répartir les « excédents » de toute nature à ceux qui en ont le plus impérieux besoin ! Par des aveugles, enfin, qui entretiennent la confusion, le désordre, la haine et qui poussent le monde vers de nouveaux conflits économiques, sociaux et internationaux.



Mr. Marcellin, ministre du Plan, vient de faire une fière déclaration : il entend supprimer le chômage. Bravo ! S'il y parvient il éliminera Hercule de l'histoire, car lui n'y serait jamais parvenu.

Ce qu'il y a encore de plus admirable dans la déclaration de M. Marcellin, c'est qu'il n'a pas révélé comment il entendait s'y prendre : c'est une surprise qu'il veut nous réserver.

Après son succès, il aura bien le droit de prendre un brevet. Se doute-t-il du prix qu'on lui offrira pour avoir une licence ?

\*\*

Une bonne nouvelle : on sait que le chômage augmente dans le Nord. Les charbonnages ferment les uns après les autres, l'utilisation du charbon ne cessant de diminuer puisqu'on possède le pétrole, l'énergie électrique, demain l'énergie atomique.

Il s'agit donc de reconverter les mineurs pour réaliser le fameux plein emploi.

Or le problème ne tracasse plus M. Yvon Morand, président des Houillères, car il explique, dans « Le Figaro », que les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais possèdent, à eux seuls, un marché de 60 millions de consommateurs, donc 10 millions de plus que la France.

Si M. Yvon Morand était un homme du Midi, on sourirait aimablement, mais ce n'est pas le cas. Il est bel et bien un homme pondéré du Nord.

Où M. Yvon Morand a-t-il découvert ces 60 millions de consommateurs ? Tout simplement en annexant ce qu'il appelle le triangle lourd : Paris - Londres - Bruxelles - La Haye - Luxembourg - Bonn - Anvers - Amsterdam - Rotterdam etc. Bref tous les territoires possédant « un réseau dense de communications maritimes, fluviales, ferroviaires et routières avec les départements du Nord et du Pas-de-Calais.

Mais ô vaillant précurseur ! ces 60 millions de consommateurs n'ont donc pas encore de producteurs ?

Il semble au contraire qu'ils en ont trop, le chômage augmentant sur tout ces territoires...

Sur tous, les moyens de production marchent au ralenti, et Yvon Morand veut en créer de nouveaux comme si ces territoires étaient sous-développés !

N'estimez vous pas que l'aimable M. Yvon Morand abuse un peu de la crédulité de ses contemporains ?

Comme aussi l'éminent économiste du Figaro, M. Michel P. Hamelet, qui rapporte, avec le plus grand sérieux, les propos inconsiderés de Monsieur Y. Morand ?

\*\*

Comment faire comprendre à ces petits plaisantins, que s'ils veulent créer des emplois nouveaux, il faut supprimer les machines, car nous ne les inventons que pour supprimer des emplois ?

Enfin l'objet de la production est de créer des richesses de toute nature et non des emplois.

Voilà plus de trente ans que la Grande Relève explique cela en long et en large, mais l'idée qu'un homme puisse vivre sans travailler qu'à condition de trouver une fortune dans son berceau, voilà ce que n'admettront jamais ni M. Yvon Morendat, ni M. Raymond Marcellin, ni bien d'autres.

\*\*

M. Pompidou s'étant parait-il fâché, M. Michel Debré a sorti son plan de relance, M. Giscard d'Estaing a aussitôt sorti le sien. Tous deux n'étant que des enfantillages, l'opposition a timidement proposé le sien. Hélas ! si c'est ce qu'apporte Mitterand, cela ne serait plus la peine de changer de gouvernement.

La guerre à l'abondance est toujours mieux organisée. Ainsi la grande presse nous informe que l'année dernière, 17 millions de kilos de fruits et légumes ont été détruits parce qu'on n'a pas réussi à les vendre assez cher. En voici le détail :

7 millions et demi de kilos de pommes par les soins des comités de Montauban, Nîmes, Angers et Orléans.

Presque 7 millions de kilos de choux-fleurs par les comités de Saint-Pol-de-Léon, Châteaurenard, Saint-Malo, Nîmes et Angers.

200.000 kilos de tomates en provenance et Languedoc.

481.000 kilos de poires, par les comités d'Orléans, d'Angers, de Montauban, Valence.

Pour subventionner ces destructions la F.O.R.M.A. a versé quelques millions remboursés par les contribuables.

Ne contestez pas ces chiffres, ils ont paru à l'Officiel, dans une réponse de M. Edgar Faure à un député du Vaucluse. N'est-il pas admirable qu'on ait organisé systématiquement ces destructions au moyen de comités spéciaux ?

\*\*

En revanche, la grande presse reconnaît que nous n'avons pas trop d'ennuis avec notre blé, le gouvernement ayant réussi à en écouler 500.000 tonnes aux Chinois, soit 500 millions de kilos. Mais à quel prix ? Beaucoup plus bas que celui auquel l'Etat les avait achetés. Mais c'est sans importance puisque les contribuables font la différence.

\*\*

En ce qui concerne le lait, les six du futur Marché Commun se disputent farouchement.

Qu'en faire ? La catastrophe dénoncée par M. Mansholt prend des proportions folles. Avec du lait on fait du beurre et les six en stockent des millions de kilos. Alors un projet a vu le jour : Pourquoi ne pas en vendre à bas prix ? Mais tout de suite le Figaro nous avise qu'il est encore moins bon que la margarine !

\*\*

A ce propos M. Mansholt a tenu un langage qui a jeté un froid. A Bruxelles, s'adressant aux agriculteurs hollandais dont la réputation est mondiale, il affirme que prétendre que le prix du lait doit couvrir les frais qu'il coûte (non pas aux vaches mais aux propriétaires des vaches) est une vieille balance. Pourquoi ? Parce que le nombre des agriculteurs va probablement diminuer. Il représente actuellement 7 % de la population de la Hollande. Il en représentera bientôt 2,5 %. Que deviendront les autres ? C'est un problème qui sort de l'épure de M. Mansholt. A ses yeux, l'unité de production sera prochainement : 400 vaches occupant 5 personnes.

On aimerait voir la tête que fait M. Alfred Sauvy.

## AVEC L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

on aurait en France :

TOUT DE SUITE : la disparition de la misère.

TRES VITE : l'aisance pour tous.

ET BIENTOT : l'opulence pour chacun.

C'EST L'ECONOMIE QU'IL NOUS FAUT

A la bonne heure, notre gouvernement créé des emplois. En vertu de la loi de finance rectificative pour 1966, et d'un décret du 7 décembre 1967, il vient de fonder l'Institut National de Consommation (sic). Qu'est-ce que cela veut bien dire ? Pour un rédacteur du Figaro, cet Institut National de Consommation sera : le bouclier des ménagères et des familles en leur permettant de bien acheter (sic) ! Avez-vous compris ?

Peu importe, ce nouvel organisme a un budget annuel de 360 millions d'anciens francs, soit un million par jour. Tel est le prix du bouclier en question. Et avec ça « il éclairera objectivement le consommateur sur les prix et les principales caractéristiques des biens de consommation courante » Ce serait donc un gigantesque catalogue ? Peut-être. Ce qui est clair c'est que l'Institut aura un conseil d'administration comprenant 12 représentants des consommateurs, 6 professionnels (?), enfin 5 fonctionnaires. Il aura son autonomie et, ainsi que l'a déclaré son directeur (Fig. 20.2.68) « il fera ce qu'il a à faire ». En effet, vous admettez bien qu'avec 360 millions par an, on peut faire quelque chose. Ils ne seront certainement pas perdus pour tout le monde.

On crée aussi une fondation Nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises (sic) Sans commentaires ! Il faut bien créer des emplois.

La grande conférence Internationale de New Delhi n'est-elle pas un modèle parfait d'hypocrisie ?

Il s'agit, on le répète à satiété, de courir au secours du tiers monde, celui des pays sous-développés. Les nations hautement industrialisées entendent faire leur devoir, car elles n'ont pas la conscience tranquille.

Ouverte au début de février, la conférence doit prendre fin le 25 mars. Elle réunit 1.300 délégués représentant 132 nations. La précédente s'était tenue en 1964 à Genève. On avait péroré infatigablement pour n'aboutir à rien.

De quoi s'agit-il ? De l'aide que les nations riches entendent apporter aux nations pauvres, mais elles s'en garderont comme de la peste. Pour per-

mettre aux pays pauvres de se développer, il n'existe que deux moyens. Le premier consiste à leur fournir l'équipement qui leur manque, autrement dit à les industrialiser. Mais qui pourrait supposer que les nations industrialisées ayant déjà tant de peine à écouler leurs produits, vont industrialiser les nations pauvres, pour grossir le nombre de leurs concurrents ? Le second moyen serait d'acheter plus cher aux nations pauvres, les matières premières dont elles regorgent. Dans ce cas les nations riches augmenteraient le prix de revient de leurs propres marchandises, ce qui diminuerait leurs profits. Cette seule proposition ne fait-elle pas hausser toutes les épaules ?

Ce n'est pas tout. Les nations riches au bon cœur s'apitoient sur le nombre des économiquement faibles existant dans les nations sous-développées. Autrement dit elles voudraient diminuer la misère qui règne dans la plus grande partie du monde. Or sont-elles capables de la diminuer sur leur propre territoire ? La plus riche nation du monde, les Etats-Unis, compte 32 millions de pauvres gens ! Le président Johnson voudrait bien faire la guerre à la pauvreté, et a même déposé un projet de loi à cet effet. Mais il préfère encore faire la guerre au Vietnam...

Et de son côté le Congrès prétend que la pauvreté peut attendre... Ceux qui en souffrent en ont pris l'habitude.

Le plus curieux de l'histoire, c'est que les nations pauvres sont loin de ne compter que des miséreux. Il existe sur leur territoire des gens aussi riches, sinon plus riches encore que dans les nations industrialisées. En résumé, la pauvreté est la conséquence de la richesse dans tous les pays du monde. C'est donc partout que le système économique en rigueur a fait son temps.

L'interminable guerre du Vietnam vient de révéler que l'armée américaine possédait des armes tactiques nucléaires : le fusil contient une mignonne cartouche atomique, le canon un petit obus nucléaire. Avez-vous lu que le grand Etat-Major de l'armée des Etats-Unis éprouvait une grande tentation de s'en servir ? et ma foi si l'on était bien sûr que le Vietcong n'en possédât pas...

Alors n'écoutez plus les sinistres imbéciles qui écrivent qu'on ne se servira pas des bombes atomiques dans la prochaine guerre mondiale. Au début sûrement pas, mais le vaincu ne battra certainement pas en retraite avec ses bombes atomiques dans ses fourgons.

Mais dans la deuxième guerre mondiale on ne s'est pas servi des gaz asphyxiants ! Par la simple raison qu'on n'en avait plus besoin. La première guerre mondiale fut une guerre de position. Les adversaires s'étaient terrés dans les tranchées. C'est pour les déloger qu'on inventa les gaz. La seconde guerre mondiale fut une guerre de mouvement. Elle gagna même l'Afrique. Les gaz n'étaient donc plus nécessaires.

Dans l'hebdomadaire *Newsweek*, un lecteur dresse un fâcheux parallèle entre les Américains de la C.I.A. et les Allemands du temps de Hitler.

Les Allemands massacraient les Juifs. Les Américains de la C.I.A. font massacrer la population du Vietnam, de la Corée et d'autres pays asiatiques. Il faudrait réfléchir, écrit-il, que toute bombe qui tombe au Vietnam provoquera un jour la chute de plusieurs bombes sur le territoire des Etats-Unis. Alors il supplie les Américains de bonne volonté de faire l'impossible pour ne pas augmenter le prix que leurs enfants auront un jour à payer.

## DISQUE POUR LA PROPAGANDE

Il peut rendre service dans deux cas :

1°) Dans une réunion intime, il est rare de ne pas entendre des plaintes sur la dureté des temps. L'audition du disque en donne les raisons et les remèdes. Il ne reste plus qu'à répondre aux questions posées.

2°) Au début d'une réunion publique et contradictoire, il remplace l'exposé difficile et souvent interminable du conférencier. Celui-ci veut être complet et se sert forcément de termes techniques inconnus des auditeurs. Alors ils s'endorment. Au contraire, après l'audition du disque, fusent les questions auxquelles il n'y a plus qu'à répondre.

Commandez le disque au M.F.A. 10 rue de Lancry, Paris X<sup>e</sup>, accompagné de son prix (25 F), et vous le recevrez sans frais de la maison d'édition.

L'économie capitaliste a fait son temps.

L'économie distributive, seule, peut la remplacer.

TRAVAIL SOCIAL  
REVENU SOCIAL

Une société humaine bâtie sur la

**RAISON**

voilà ce que propose  
« LA GRANDE RELEVÉ »

## LA GRANDE AVENTURE DU XX<sup>e</sup> SIECLE (1)

Sous ce titre, Mme Lucienne Silvy vient d'écrire une étude d'un vif intérêt pour tous nos camarades, car elle fait le point de la situation à laquelle leurs efforts ont abouti : nos contemporains ont fini par découvrir l'abondance, si peu d'entre eux n'ont encore pris conscience de la transformation sociale qu'elle réclame. Cela n'exigera guère qu'une trentaine d'années...

Mais le comble, c'est que certains de nos anciens et farouches adversaires, qui s'efforcèrent de limiter l'audience du M.F.A., s'avisent maintenant de pêcher dans nos thèses quelques idées qui pourraient peut être bien être politiquement « rentables », à condition de les maquiller légèrement...

Connaissant la rectitude et la finesse de jugement de notre éminente collaboratrice, nos lecteurs apprécieront la sûreté de son analyse. C'est un petit livre à faire lire surtout aux indifférents, ne serait-ce que pour qu'ils ne regrettent plus de vivre la grande aventure du XX<sup>e</sup> siècle !

Le M.F.A. procure ce livre : 3 F et 0,70 pour frais d'envoi.

---

**Le chômage ? Ce sont des loisirs dont personne ne profite.**

---

### COTISATION ANNUELLE AU MOUVEMENT FRANÇAIS POUR L'ABONDANCE

15 F PAR AN

#### Abonnement à la Grande Relève

20 F par an ..... France  
23 F par an ..... Etranger

#### Cotisation et Abonnement

35 F par an ..... en France  
38 F par an ..... à l'étranger

Deux numéros : 35 F par an.

Changement d'adresse : 0,75 F accompagnés de la bande d'abonnement.

Nous rappelons à nos adhérents et abonnés qu'ils facilitent grandement notre tâche en faisant diligence dans le règlement des cotisations et réabonnements. Ils évitent des frais bien inutiles de recouvrement. Et par le temps qui court, il n'y a pas de petite économie...

S'ils règlent par chèque-postal, le libellé est simple : M.F.F. : 918-66 - Paris

S'ils règlent par mandat ou chèque bancaire, il doit être à l'ordre du :

« MOUVEMENT FRANÇAIS POUR  
L'ABONDANCE »

Merci d'avance.



*Pourquoi  
manquons-nous  
de  
crédits?*

Les crédits se fabriquent plus facilement que les marchandises.

Mais ceux qui possèdent ce privilège abusif n'en fabriquent qu'au compte-gouttes.

Et, comble d'absurdité, l'Etat n'en fabrique que peu.

Ce petit livre de Jacques Duboin intéresse aussi bien les producteurs que les consommateurs.

Prix : 3 F.

# ANNUAIRE PERMANENT DU M.F.A.

ACHETEZ  
VOS MONTRES DIRECTEMENT  
AU PRODUCTEUR

Coopérative ouvrière  
de production

**LA MONTRE**

Echantillons sur demande et sans  
— engagement de votre part —

MORTEAU (Doubs)

**A B O N D A N C E**

de fruits...  
de fleurs...

*Si VOUS PLANTEZ des arbres  
fruitiers, arbres et arbustes  
d'ornements, rosters, plantes  
vivaces,*

des  
Pépinières et Roseraies

**J. VIZIER**

**1, rue des Prés, PROVINS**  
(S.-et-M.)

Renseign. et tarif sur demande

Comarade vend sa production

**MIELS de la Côte Varoise  
et Monts du Jura**

POLLEN - GELEE ROYALE  
aux meilleures conditions...

**J. COTTON**

apiculteur

**LA LONDE (Var)**

Pour créer, transformer,  
embellir votre jardin,  
adressez-vous à

**P. MATHIEU**

Paysagiste

11, rue des Carrières  
MONTMORENCY (S.-O.)

— Téléphone : 964-21-03 —  
R.C. Pontoise 58 A 1081

Les magasins et les marchés étant toujours pleins  
de marchandises, il est absurde que le porte - monnaie  
des consommateurs se vide. Cela ne fait l'affaire de  
personne.

« Des lecteurs nous demandent d'anciens  
exemplaires de la Grande Relève à utiliser pour  
la propagande.

Nous les fournirons gratuitement dans la me-  
sure des bouillons ». Port en sus : 0,05 par exem-  
plaire.

LA PERMANENCE DU M.F.A.  
est assurée de 9 à 11 h. les lundis  
et les jeudis

La permanence des G.S.E.D. est assurée le  
samedi de 15 à 17 heures.

Dès qu'il n'est plus nécessaire de

payer les travailleurs pour qu'ils PRODUISENT

L'Etat doit les payer pour qu'ils CONSOMMENT

# C'est : L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

APPELEE ENCORE L'ECONOMIE DES BESOINS

ELLE REPOSE SUR LE PRINCIPE QUE TOUT CE QUI EST UTILE ET MATERIELLEMENT POSSIBLE DOIT ETRE REALISE

La production des richesses est « planifiée », ce qui consiste à orchestrer les efforts : ceux qui sont inutiles disparaissent et ceux qui sont utiles sont coordonnés en vue du plus grand rendement obtenu avec le minimum de peine.

Cette planification est confiée aux techniciens dont c'est le métier : ils obéissent aux directives du gouvernement lequel est sous le contrôle des représentants de la Nation. L'économie distributive ne fait disparaître aucun de nos **droits politiques**, mais elle les complète des **droits économiques de l'homme** sans lesquels ils n'ont plus de sens aujourd'hui, car, pour vivre « libre », il faut avoir de quoi « vivre » !

## Le travail devient « Service Social »

Le travail nécessaire pour assurer les services publics et la pérennité de la production (y compris l'entretien de l'outillage, son extension et son perfectionnement) revêt la forme d'un Service Social accompli par roulement, comme aujourd'hui le service militaire. Personne ne peut s'y soustraire à moins d'être infirme ou idiot.

Au lieu de réduire la journée de travail, ce qui entraînerait souvent la réduction de la journée de travail des machines, c'est la carrière active du travailleur qui diminue à mesure que les techniques font de nouveaux progrès. La carrière active commence beaucoup plus tard, ce qui permet de prolonger la scolarité et l'éducation de la jeunesse ; la carrière active se termine beaucoup plus tôt, pour que chacun puisse bénéficier des bienfaits des loisirs permettant à chacun de se livrer à l'occupation de son choix, délivré de l'angoissant problème du pain quotidien.

La durée du Service Social varie selon la nature des tâches à accomplir. Elle diminue jusqu'à ce que tous les jeunes aient un emploi.

## La distribution est assurée par le « Revenu Social »

Les citoyens des deux sexes ont droit chacun, leur vie durant, à un **Revenu Social** représentant leur part d'usufruit dans le gigantesque patrimoine culturel accumulé par les générations dont ils sont les héritiers. Toutes les découvertes scientifiques et leurs applications techniques sont en effet l'œuvre collective d'innombrables travailleurs et chercheurs, tacitement associés pour l'amélioration continue de la condition humaine.

Le **Revenu social** est payé par l'Etat en « monnaie de consommation » qui peut être le franc actuel à condition de n'être plus thésaurisable. Cette monnaie ne sert ainsi qu'une fois, son rôle étant de faire passer la production des biens à la consommation. A remarquer que notre franc est déjà « monnaie de consommation » pour les millions de Français qui n'ont pas les moyens d'épargner : en économie distributive, l'épargne devient inutile, le Revenu Social étant versé jusqu'à la mort du bénéficiaire devenu rentier viager.

Le **Revenu Social** donne aux consommateurs les moyens de choisir librement les produits et les services qu'ils désirent, car ils ne leur sont pas imposés. Au contraire, la manière dont ils dépensent leur Revenu Social constitue un référendum permanent signalant les correctifs dont la planification a besoin ; un peu comme l'analyse des billets vendus aux voyageurs permet à la S.N.C.F. de modifier les horaires et de répartir le matériel roulant.

Le **Revenu Social** est déterminé chaque année en fonction de la production des biens de consommation et des services.  
**Plus ils grandissent, plus le Revenu Social augmente.**

Le **Revenu Social** apporte à la femme sa libération complète, aucune loi naturelle ne la condamnant à dépendre économiquement de l'homme.

Grâce au **Revenu Social**, l'homme, débarrassé des soucis matériels de l'existence, a le moyen de cultiver son esprit et l'avenir des siens étant assuré, il peut mourir en paix.

## Observations :

1°) L'Economie distributive est l'aboutissement logique de l'économie dite des **salaires-prix-profits** qui repose sur les échanges. Mais à une production de masse ne peut correspondre qu'une consommation de masse, laquelle exige la distribution.

Le **Revenu Social** est déjà timidement amorcé, puisque des millions de Français reçoivent déjà, à des titres divers (allocations chômage, familiales, vieillesse etc.), des sommes pour lesquelles ils ne fournissent pas de travail ; le gouvernement, sous le nom de Plan, tente une ébauche de planification ; le franc, comme toutes les monnaies du monde, n'a plus aucune valeur intrinsèque : il n'a que la valeur des biens et des services qu'il permet d'acquérir.

Mais le pouvoir d'achat distribué n'est pas encore calculé sur la production des biens de consommation et des services, c'est-à-dire à la fois sur le travail des hommes et sur celui des machines.

C'est conserver les usages de l'économie artisanale, autrement dit les rênes et le fouet pour conduire un véhicule dont le cheval s'est transformé en moteur toujours plus puissant.

2°) Toutes les critiques adressées à l'économie distributive émanent de gens incapables d'expliquer en quoi elle consiste. Ils prétendent que ce serait un régime totalitaire, celui de l'encasernement, du « bon de pain » et même de l'asservissement à quelque tyran particulièrement malfaisant.

La réponse est facile : une tyrannie ne peut s'exercer que sur des masses pauvres et incultes ; jamais un dictateur n'asservira des hommes instruits, jouissant du bien-être matériel et vivant sans aucun souci du lendemain.

Ceux à qui l'Economie Distributive ne plaît pas sont libres d'en imaginer une autre.

Comme on n'indique ici que les lignes essentielles de l'Economie Distributive, le lecteur peut réclamer le **Manifeste du M.F.A.** Il contient les mesures transitoires.

Le **Mouvement Français pour l'Abondance (M.F.A.)**, a son siège à Paris, 10, rue de Lancry (10°).

Le **Mouvement Belge pour l'Abondance (M.B.A.)** fournit tous les renseignements concernant la Belgique :

à Bruxelles : Permanence les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> vendredis de chaque mois de 20 h. à 22 h. au Café Piedbœuf-Bourse, 35, rue Marché-aux-Poulets.

à Liège : Réunions chaque 1<sup>er</sup> mardi du mois de 18 h. à 20 h. Magasin Sesam (1<sup>er</sup> étage), 1 bis, rue du Mouton Blanc.

## PETITS COLIS DE PROPAGANDE

Des lecteurs ont l'heureuse idée de faire envoyer à quelques amis, une documentation sur l'Abondance et l'Economie Distributive. Il convient pourtant de choisir comme destinataires des gens susceptibles de faire l'effort nécessaire pour s'y intéresser.

A cette intention nous avons constitué deux petits colis, A et B, ainsi composés :

### COLIS A

**RARETE ET ABONDANCE (Duboin)**  
**L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE DE L'ABONDANCE (réponse aux objections) (Duboin)**  
**L'ECONOMIE POLITIQUE DE L'ABONDANCE**  
**LE DROIT DE PROPRIETE ET L'EGLISE (Chanoine Monin)**  
**POURQUOI MANQUONS NOUS DE CREDITS ? (Duboin)**

### COLIS B

**DEMAIN OU LE SOCIALISME DE L'ABONDANCE (Duboin)**  
**L'EVOLUTION SOCIALE DE LA FEMME (Raymonde Curie)**  
**LIBERATION (J. Duboin).**  
**LES HOMMES SONT-ILS NATURELLEMENT MECHANTS ? (Duboin)**  
**POURQUOI MANQUONS NOUS DE CREDITS ? (Duboin)**

Prix de chaque colis : 20 F, frais d'envoi compris.

### CERTITUDE

*Sans crainte et sans trêve  
 La Grande Relève  
 Dit la vérité.  
 Notre nuit s'achève,  
 Une aube se lève :  
 Qui change le rêve  
 En réalité !*

F. Cibot

### CONSULTATION JURIDIQUE GRATUITE

Aux camarades qui désirent une consultation juridique, nous communiquons le nom et l'adresse de notre conseiller juridique : il la leur fournira gratuitement.

## Livres et documents divers sur l'abondance

de **Jacques Duboin :**

LA GRANDE RELEVÉ DES HOMMES PAR LA MACHINE ..... épuisé  
 CE QU'ON APPELLE LA CRISE ..... épuisé  
 KOU L'AHURI ..... épuisé  
 RARETE ET ABONDANCE ..... F 8  
 DEMAIN OU LE SOCIALISME DE L'ABONDANCE F 8  
 LIBERATION ..... F 6  
 L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE DE L'ABONDANCE (réponse aux objections) ..... F 3  
 LES HOMMES SONT-ILS NATURELLEMENT MECHANTS ? ..... F 3  
 L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE S'IMPOSE ..... épuisé  
 EGALITE ECONOMIQUE ..... épuisé  
 LES YEUX OUVERTS ..... épuisé  
 POURQUOI MANQUONS-NOUS DE CREDITS ? F 3  
 L'ECONOMIE POLITIQUE DE L'ABONDANCE F 3

d' **Elysée Reybaud :**

L'ECONOMIE QU'IL NOUS FAUT (épuisé)

de **Marcel Dieudonné et René Thuillier :**

ESSAI SUR LA REALISATION D'UNE SOCIETE NOUVELLE (Economie des Besoins) ..... F 1

d' **Aymé Guerrin :**

FAIRE LE SOCIALISME OU MOURIR .. F 3

d' **Henri Jouis :**

RICHESSES INSOUÇONNEES ..... F 2  
 REGARDS SUR L'ECONOMIE MONDIALE ..... F 2

du **Chanoine Monin :**

LE DROIT DE PROPRIETE D'APRES L'EGLISE F 1,50

d' **André Laplanche :**

LE PROBLEME HUMAIN, HOMME OU ROBOT ? F 3

de **Joseph Pastor**

PARTIS OU SYNDICAT ? F 5  
 TUE-LE ! (Critique algébrique du capitalisme). F 10

de **Maurice Laudrain :**

LA VOIE FRANÇAISE DU SOCIALISME (épuisé)

de **Madame Lucienne SILVY :**

LA GRANDE AVENTURE DU XX<sup>e</sup> SIECLE F 3

de **Madame Raymonde Curie :**

L'EVOLUTION SOCIALE DE LA FEMME ..... F 1

**Pour bâtir la France socialiste**

10 brochures de propagande ..... F 6

de **Jacques Duboin :**

CONFERENCE SUR L'ABONDANCE (éditée par les Cahiers Laïques) ..... F 2